

**LORIENT AGGLOMERATION
(Morbihan)**

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

**PROJET DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC
ROUTIER DE DIX EMBLACEMENTS DE STATIONNEMENT**

**RUE ROLAND MORILLOT - LORIENT LA BASE
COMMUNE DE LORIENT**

NOTICE EXPLICATIVE

Enquête publique
du 17 juin 2024
au
02 juillet 2024 inclus

1 - CONTEXTE DU PROJET ET OBJECTIFS DE L'ENQUETE

1.1 - Contexte et justification du projet

Lorient La Base, est un site nautique exceptionnel sur le territoire de Lorient Agglomération. Premier pôle européen de la course au large, il réunit toutes les infrastructures pour accueillir les écuries de course dans des conditions optimales.



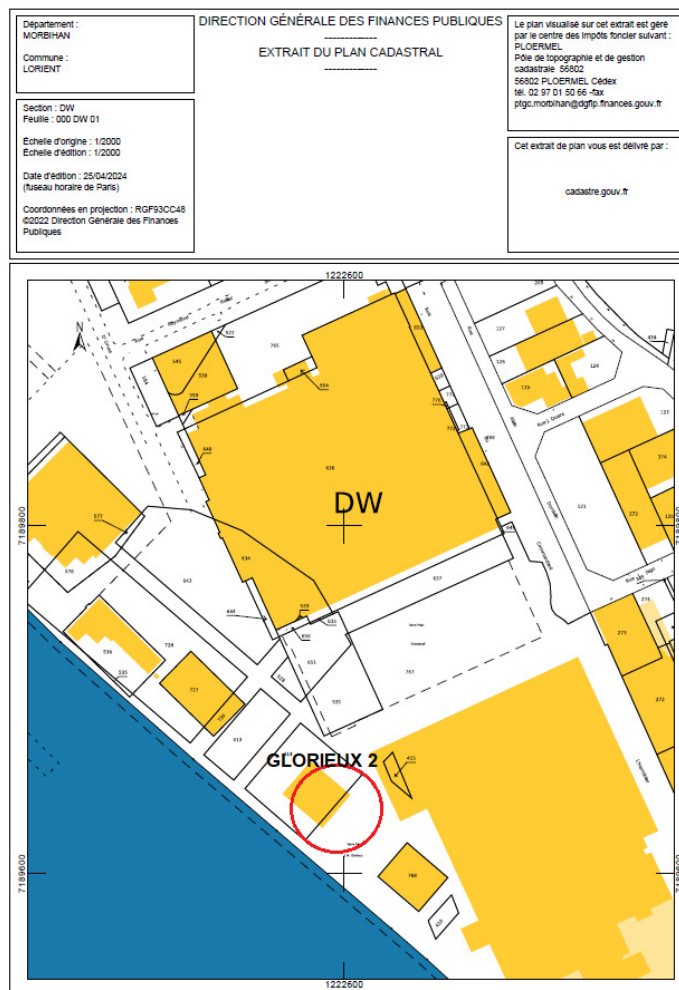
En 2003, Lorient Agglomération édifie trois hangars, les « GLORIEUX », afin d'y accueillir des équipes de course au large.

Depuis, les attentes des écuries de course ont évolué, avec notamment une demande de confort de travail et d'accueil des partenaires accrue ainsi que de réduction des impacts environnementaux.

Construits en simple peau et sommairement aménagés, les Glorieux ne répondent donc plus aux besoins des équipes et nécessitent de lourds travaux de réhabilitation.

Dans cette perspective, les hangars « Glorieux 1 » et « Glorieux 3 » ont été vendus, le premier en 2022 et le deuxième, en 2023.

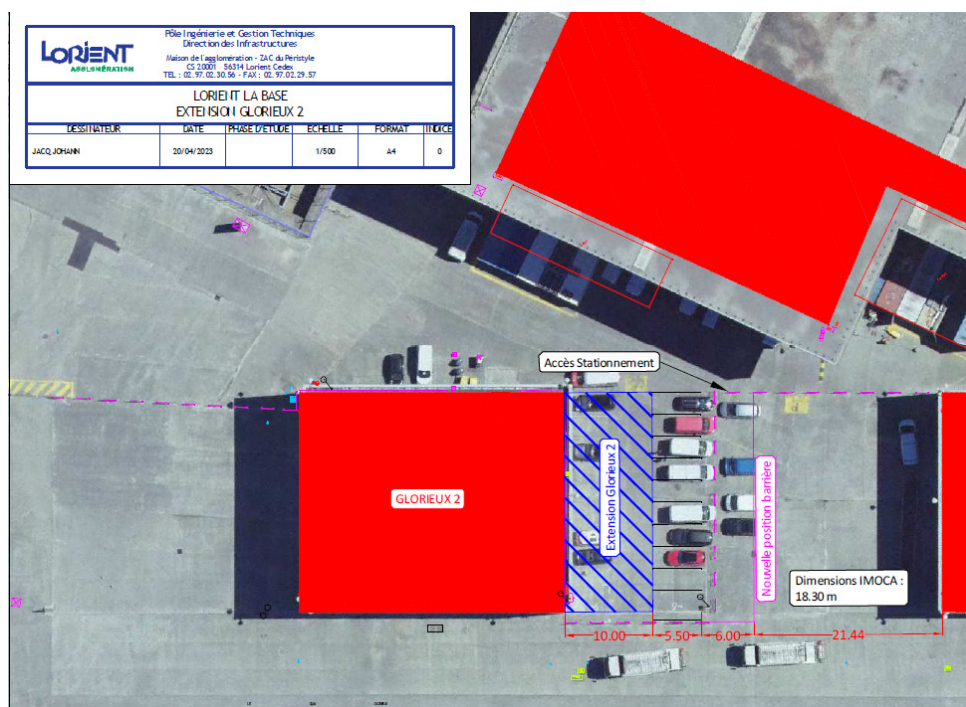
Le dernier hangar, « Glorieux 2 », a fait l'objet comme les précédents, d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI), à l'issue duquel les lauréats ont été retenus.



Le projet des lauréats prévoit, comme autorisé par l'AMI, un agrandissement du bâtiment, nécessitant la cession d'une emprise d'environ 250 m², située rue Roland Morillot, devant le Casemate K1, et à soustraire de la parcelle cadastrée DW 767.



Cette emprise, dépendant actuellement du domaine public routier, est constituée de dix places de stationnement en bataille.



Ces places sont accessibles par contrôle d'accès pour les seuls usagers de la course au large (une barrière automatique et la détention d'une carte spécifique conditionnent l'accès à ces emplacements).

Elles sont utilisées de fait par les occupants du Glorieux 2 qui sont conscients de la réduction des capacités de stationnement, conséquence de leur demande d'extension.

L'hypothèse d'une optimisation du stationnement sur les espaces contigus est en cours d'étude, en concertation avec la Team Banque Populaire, propriétaire du Glorieux 3.

Une étude globale est en cours sur les capacités de stationnement sur Lorient La Base, avec la mise en œuvre prochaine d'actions visant à fluidifier le stationnement sur l'ensemble du site.

1.2 Objectifs de l'enquête

Aux termes de l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière (CVR), le déclassement des voies communales est décidé par délibération du conseil municipal, sans enquête publique préalable, sauf si l'opération a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

Selon la doctrine et la jurisprudence, un parc de stationnement qui est affecté à la circulation terrestre (contribuant notamment à la fluidité de la circulation automobile) appartient au domaine public routier communal, et fait partie intégrante de la voirie communale.

En l'espèce, l'emprise à déclasser est constituée d'une aire de stationnement accessible depuis la voirie publique ainsi que ses accessoires. Elle est aujourd'hui affectée à la circulation automobile.

L'article L2111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) dispose que « les biens du domaine public sont ceux qui appartiennent à une personne publique et sont, soit affectés à l'usage direct du public, soit affectés à un service public, pourvu qu'en ce cas ils fassent l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public ».

L'emprise à déclasser répond à la définition des biens appartenant à une personne publique, Lorient Agglomération, en l'espèce. Elle est affectée à l'usage direct du public et a fait l'objet d'un aménagement. La suppression du parking portera atteinte à la fonction de circulation, comme le juge la jurisprudence.

Il convient donc, conformément à l'article L.141-3 du CVR et conformément à l'article L134-1 et suivants du Code des Relations entre le Public et l'Administration (CRPA), d'organiser une enquête publique préalable au déclassement.

2 - CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE DE LA PROCEDURE

2.1 - Rappel de la procédure

a) Dispositions concernant les emprises du domaine public routier communal :

- Article L.141-3 du Code de la Voirie Routière

« Le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal. Ce dernier est également compétent pour l'établissement des plans d'alignement et de nivellement, l'ouverture, le redressement et l'élargissement des voies.

Les délibérations concernant le classement ou le déclassement sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

A défaut d'enquête relevant d'une autre réglementation et ayant porté sur ce classement ou déclassement, l'enquête rendue nécessaire en vertu du deuxième alinéa est ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration. »

Dispositions applicables au cas où il existe un établissement public de coopération intercommunale :

- Article L.141-12 : « Les attributions dévolues au maire et au conseil municipal par les dispositions du présent code sont exercées, le cas échéant, par le président et par l'assemblée délibérante de l'établissement public de coopération intercommunale compétent. »

b) Dispositions concernant l'enquête publique préalable obligatoire

- Le Code des relations entre le public et l'administration pose les principes de l'enquête publique selon les termes suivants :

- Article L.134-1 (créé par ordonnance n°2015-1341 du 23 octobre 2015) : « Sans préjudice de dispositions particulières figurant dans d'autres textes, le présent chapitre régit les enquêtes publiques qui doivent être organisées par l'administration et qui ne relèvent ni du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ni du code de l'environnement. »

- Article L134-2 (créé par ordonnance n°2015-1341 du 23 octobre 2015) : L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration d'une décision administrative. Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par l'administration compétente avant la prise de décision.

- Article L134-31 (créé par ordonnance n°2015-1341 du 23 octobre 2015) : Les conclusions du commissaire ou de la commission chargée de l'enquête publique sont communiquées, sur leur demande, aux personnes intéressées.

- L'enquête publique relative au classement, à l'ouverture, au redressement, à la fixation de la largeur et au déclassement des voies communales est également régie par les articles R.141-4 à R.141-10 du Code de la voirie routière dont les termes sont reproduits ci-après :

- Article R.141-4 : « L'enquête publique prévue au deuxième alinéa de l'article L. 141-3 s'effectue dans les conditions fixées par la présente sous-section. Un arrêté du maire désigne un commissaire enquêteur et précise l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations. La durée de l'enquête est fixée à quinze jours. »

- Article R.141-5 : « Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, l'arrêté du maire est publié par voie d'affiche et éventuellement par tout autre procédé. »

- Article R.141-6 « Le dossier d'enquête comprend :

- a) Une notice explicative ;
- b) Un plan de situation ;
- c) S'il y a lieu, une appréciation sommaire par nature de dépense à effectuer ;
- d) L'étude d'impact, lorsqu'elle est prévue par la réglementation en vigueur.

- Article R.141-8 « Les observations formulées par le public sont recueillies sur un registre spécialement ouvert à cet effet. Ce registre, à feuillets non mobiles, est coté et paraphé par le commissaire enquêteur. »

- Article R.141-9 « A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur qui dans le délai d'un mois transmet au maire le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées. »

- Article R.141-10 « Les travaux intéressant la voirie communale donnent lieu à enquête publique selon les modalités fixées par le chapitre IV du titre III du livre Ier du code des relations entre le public et l'administration. »

2.2 Déroulement de l'enquête

La procédure d'enquête publique s'effectue dans les conditions suivantes :

- Lancement de l'enquête et information du public

Monsieur le Président de Lorient Agglomération a pris un arrêté en date du 21 mai 2024 transmis à la Préfecture du Morbihan le 21 mai 2024 portant ouverture de l'enquête publique préalable au déclassement d'une emprise dépendant du domaine public routier communautaire, actuellement à usage de stationnement, décrite ci-après pour une durée de 16 jours consécutifs du 17 juin (à 9h00) au 02 juillet 2024 (à 17h00).

Cet arrêté indique l'objet de l'enquête, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête et les heures et le lieu où le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations.

Dans le même temps, un avis d'enquête publique a été affiché au siège de Lorient Agglomération et sur le site de Lorient la Base. En complément, cet avis a fait l'objet d'une publication sur le site internet de Lorient Agglomération.

Le commissaire enquêteur a été choisi, conformément à l'article R134-17 du Code des relations entre le public et l'administration, sur une liste d'aptitude. Il s'agit de Madame Michelle TANGUY, Conseil en urbanisme et environnement. L'arrêté du Président est rendu public par voie d'affichage au siège de Lorient Agglomération et sur les lieux objet de l'enquête quinze jours au moins avant le début de l'enquête.

Conformément à l'article R. 134-10 du Code de la voirie routière, la présente enquête dure 16 jours, du 17 juin 2024 (à 9h00) au 02 juillet 2024 (à 17h).

L'ensemble du dossier soumis à enquête publique ainsi que le registre permettant aux personnes intéressées de formuler leurs observations sur le projet de déclassement, sont mis à disposition du public aux heures d'ouverture au public :

- sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, déposé à la Direction de l'Aménagement et du Développement Durables » de Lorient Agglomération, Secrétariat du service Foncier Patrimoine - Maison de l'Agglomération, Esplanade du Péristyle, 56100 Lorient ;

- par courriel à l'adresse suivante : enquetepublique-trt@agglo-lorient.fr

- par courrier à l'adresse suivante : Enquête publique Lorient la Base, à l'attention du commissaire enquêteur, Lorient Agglomération, Maison de l'Agglomération, Esplanade du Péristyle, CS 20001 56314 LORIENT CEDEX.

Le commissaire enquêteur tiendra ses permanences

- mercredi 19 juin 2024 de 10h00 à 12h00, au siège de Lorient Agglomération
- vendredi 02 juillet 2024 de 15h00 à 17h00, au siège de Lorient Agglomération

Le dossier est également accessible depuis le site internet de Lorient Agglomération (www.lorient-agglo.bzh).

A la fin de l'enquête publique, le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire-enquêteur qui, dans un délai d'un mois, transmet à Monsieur le Président son rapport et ses conclusions motivées. Le Conseil communautaire pourra alors, en prenant compte de ce rapport, décider du déclassement de l'emprise du domaine public concernée pour procéder à son aliénation.

Article L.141-4 « Lorsque les conclusions du commissaire enquêteur sont défavorables, le conseil municipal peut passer outre par une délibération motivée ».

ANNEXES

- Arrêté d'ouverture de l'enquête publique et de la nomination du commissaire-enquêteur en date du 21 mai 2024
- Constat d'affichage par commissaire de justice
- Certificat d'affichage du Président